

CONTRE LA LOI IMMIGRATION ET SON MONDE !

DE CETTE SOCIÉTÉ LÀ ON N'EN VEUT PAS !

PERSONNE N'EST ILLÉGAL ! NO ONE IS ILLEGAL ! لا يوجد انسان غير شرعي

Les argumentaires qui portent ce projet de loi sont une accumulation de mensonges et de lâchetés qui visent à rendre les travailleur.euses responsables de la crise actuelle du capitalisme. La bourgeoisie préférera toujours organiser la division des travailleur.euses – en l'occurrence sur leurs origines et nationalités – pour détourner leur attention de la lutte des classes, plutôt que reconnaître l'impossibilité pour le capitalisme de survivre à lui-même. **Ainsi le rejet de l'étranger.ère, la violence raciste et le nationalisme ne sont que des conséquences néfastes des dominations imposées aux peuples par les États et le patronat.**

Ce n'est pas nouveau, une litanie de lois ont, tour à tour, tenté de définir des menaces en fonction des situations administratives des personnes et de définitions médiatiques globalisantes et stupides (*sans-papiers, clandestin.es, immigré.es, migrant.es...*). Ces termes permettent à la fois aux politicien.nes de se dédouaner, tout en portant une vision de classe, raciste et coloniale. Car ces lois ne visent pas tou.tes les étranger.ères mais focalisent leurs actions sur les personnes racisées et sur les habitant.es des territoires victimes de la colonisation et de l'impérialisme. C'est d'ailleurs tout l'intérêt électoral de ces lois car la bourgeoisie favorise et instrumentalise le racisme pour mobiliser les travailleur.euses en faveur de forces politiques qui leur sont ennemies.

Dans ce contexte, la loi Asile et Immigration est une étape particulièrement agressive qui légalise, sans détour, le racisme et la préférence nationale et qui dégrade volontairement les conditions de vie des personnes étrangères.

Elle prévoit notamment de lourdes discriminations à l'accès aux allocations et aides (APL, APA et DALO), le durcissement des règles du regroupement familial, la réduction des droits de recours auprès du tribunal administratif, l'exclusion des personnes sous OQTF ou déboutées du droit d'asile du dispositif d'hébergement d'urgence, le rétablissement du délit de séjour irrégulier (amende) et le durcissement des règles en matière de droit d'asile. Sans oublier le néfaste projet de réforme de l'AME (Aide médicale de l'État).

Appauvrir, violenter, apeurer et punir semble être le seul mode de gouverner de cet État.

Dans ce contexte nous réaffirmons nos principes internationalistes selon lesquels les travailleur.euses n'ont ni pays ni patrie.

- Pour le retrait du projet de loi Asile et Immigration et de toutes les lois régissant l'entrée et le séjour des étranger.ères
- Pour la fin immédiate des expulsions et la libération de toutes les personnes enfermées pour irrégularité de séjour
- Pour l'ouverture totale et sans conditions des frontières

Mobilisation jeudi 25 janvier 2024

RASSEMBLEMENT

18 h devant la Préfecture



Syndicats Autogestionnaires de Marseille • **UL-SAM-CNT** 13 C/o Mille bâbords • 61 rue Consolat 13001 Marseille • 07 68 48 57 08 • **Permanences** le 1^{er} mardi du mois de 12h à 14h et le 3^e mardi du mois de 19h à 21h • ulcnt13@cnt-f.org